

RSE et finance durable face aux tensions réglementaires et politiques

La finance durable s'est imposée comme un levier incontournable de transformation pour les entreprises, mais elle doit aujourd'hui composer avec un environnement en recomposition : assouplissements réglementaires, instabilité politique, attentes citoyennes et pressions accrues des investisseurs.

■ Contexte réglementaire et politique

Omnibus et assouplissement des exigences européennes

La directive Omnibus pourrait marquer un tournant dans la régulation ESG en Europe, avec un allègement notable des contraintes :

- **CSRD** : le champ d'application de la *Corporate Sustainability Reporting Directive* est réduit, passant d'environ 50 000 à 10 000 entreprises concernées grâce à un relèvement des seuils de taille.
- **CS3D (devoir de vigilance européen)** : la mise en œuvre du devoir de vigilance évolue, avec des ajustements sur les obligations de traçabilité et de contrôle dans la chaîne de valeur.
- **Taxonomie** : **introduction** de clarifications et de flexibilités dans la taxonomie verte, permettant une adaptation progressive aux nouveaux critères d'éligibilité.

Contexte français : l'instabilité politique et budgétaire se traduit par une diminution des subventions publiques pour les investissements verts, impactant les collectivités et les entreprises engagées dans la transition.

Contexte international : aux États-Unis, le retrait des Accords de Paris et le *backlash* ESG se traduisent par un désengagement de certains investisseurs institutionnels et des restrictions sur l'utilisation de certains termes (décarbonation, égalité des chances, etc.) dans les institutions gouvernementales.

■ Messages clés à retenir

• Un contexte mouvant, mais une dynamique de fond solide

Malgré les ajustements réglementaires et les tensions politiques, la finance durable continue de progresser, portée par la mobilisation des investisseurs et la demande sociétale.

• Des attentes croissantes en matière de transparence et d'impact

Les citoyens et investisseurs exigent des engagements crédibles, mesurables et alignés avec les enjeux climatiques et sociaux. La standardisation des pratiques (ICMA, LMA, SBTi) devient incontournable.

- **Des pratiques de marché en professionnalisation**

Les grands groupes qui veulent aligner leurs financements sur leur politique RSE ont recours à des instruments verts ou « *sustainability-linked* », tandis que les PME-ETI s'adaptent progressivement, parfois sous l'impulsion de la chaîne de valeur et du reporting extra-financier.

- **L'innovation comme moteur d'adaptation**

Face à la complexité croissante, de nouveaux instruments émergent (*blue bonds*, EuGB...), et les entreprises innovent dans la structuration de leurs financements et la mobilisation de leur écosystème.

- **Des défis persistants à relever**

Gouvernance, adaptation des KPIs, granularité du reporting, gestion des contraintes d'audit : la crédibilité de la finance durable repose sur la capacité à conjuguer ambition, rigueur et adaptation continue.

■ La finance durable ne recule pas : elle se transforme.

Les entreprises s'adaptent, les investisseurs restent mobilisés, et les pratiques se professionnalisent, même si les trajectoires ne sont pas linéaires. La durabilité ne peut être dissociée de la stratégie, ni du dialogue entre parties prenantes.

Pour en savoir plus sur la formation en lien avec cette thématique, flashez le QRCode



MODÉRATEUR



**Vincent
DUPIN**
Forvis Mazars

INTERVENANTS



**Julien
FOURÉ**
Carrefour SA



**Maxime
SIMON**
Engie



**Rachel
LIONSQUY**
La Banque Postale